

# La méthode communautaire doit retrouver la place qui lui revient



Dusan Sidjanski

Un rayon d'espoir est apparu à la veille du Conseil européen des 8 et 9 décembre. Au vu de la rapide dégradation de la situation, cette réunion à la suite de tant d'autres s'annonce comme une «dernière chance» pour les Européens de reprendre en main leur destin.

La contagion se propage, montrant qu'aucun pays n'est à l'abri. Malgré la série de mesures prises après de longues négociations ralenties par les réticences allemandes, force est de se rendre à l'évidence. Même la création d'un Fonds européen de stabilité financière doté de ressources limitées n'a pas permis de restaurer les finances des Etats les plus touchés par la crise ou de stopper la contagion programmée qui reflète la profonde et inexorable interdépendance. La confiance et l'esprit européen n'étaient pas au rendez-vous. En revanche, la spirale de la crise se déroule, les écarts entre les dettes publiques, les taux d'intérêt et les taux de croissance ou de décroissance augmentent, conduisant à la dépression économique et provoquant des réactions violentes contre l'austérité.

Les espoirs fondés sur le moteur franco-allemand ont été déçus. Le résultat essentiel est le renforcement des mesures d'austérité, et des sanctions automatiques, la

création d'une union fiscale et l'obligation d'adopter la règle d'or. Il semble que les marchés sont satisfaits. Quid de l'économie productive, de la relance de la croissance et surtout des citoyens européens qui supportent la majeure partie des sacrifices imposés? A-t-on oublié les valeurs et les principes de l'Union, la personne qui en définitive est la principale finalité? Et que penser de la cohésion et de la solidarité européennes? L'esprit et la confiance européenne ne sont pas au rendez-vous. Obsédés par la crise des finances et par le poids des dettes publiques, comment les dirigeants européens en sont-ils venus à cette vue réductrice des finalités de l'Union? Ce qui est certain, c'est que ces premières propositions ne sont pas faites pour insuffler l'idéal européen à la jeunesse. La vision de l'avenir ne peut être réduite à l'Europe des finances et des marchés même si ceux-ci en constituent un des piliers.

Par ailleurs, quelles que soient les bonnes volontés des dirigeants nationaux, leurs propositions sont conditionnées par des contraintes politiques, économiques et sociales. Dou l'avantage de la méthode communautaire qui repose sur des initiatives d'une institution indépendante soumises à l'adoption conjointe du Conseil, voix des Etats membres, et du Parlement européen. Dans l'Union européenne, le Conseil des chefs d'Etat et de gouvernement est censé définir les grandes orientations qui guident l'action des autres institutions. Il n'a nullement vocation à devenir le gouvernement de l'Union. Ainsi est préservé dans l'Union l'équilibre des pouvoirs entre grands, moyens

et petits Etats tout en évitant la formation d'un directoire. L'heure de la Commission est venue.

Dans l'immédiat, trois questions se posent, à savoir le recours aux eurobonds, le rôle de la BCE et le cadre institutionnel de la zone euro et son gouvernement économique. Le nouveau traité proposé par la chancelière allemande prendra du temps, exigera l'unanimité et les ratifications. De ce fait, il n'est pas une réponse immédiate à la crise. Peut-être à moyen terme? Son inconvénient majeur est qu'il transforme l'Union à deux vitesses en une

## Comment les dirigeants européens en sont-ils venus à une vue aussi réductrice des finalités de l'Union?

Union divisée à l'intérieur, division qui risque de se perpétuer, bien qu'en principe la zone soit ouverte. Pourquoi ne pas amender le Traité de Lisbonne ou, encore mieux, utiliser «la coopération renforcée» qu'il prévoit?

Quant au rôle de la BCE en tant que prêteur en dernier ressort, comme proposé par le gouvernement français, elle garde son indépendance et se tient à son mandat. D'autres souhaiteraient la voir en tant qu'acheteur plus généreux des dettes des Etats en difficulté, fonction qui est généralement attribuée aux banques centrales, telle la banque d'Angleterre. L'opposition idéologique est le fait du gouvernement

allemand. Mais en cas de force majeure, ne pourrait-on pas lui attribuer ce rôle pour une période limitée? La Bundesbank n'a-t-elle pas encore récemment transgressé ses règles orthodoxes?

Le président Barroso a rappelé dans son discours à Berlin le 9 novembre 2011 la proposition d'«obligations de stabilité» en détaillant les trois modes avancés. En même temps, il a lancé un appel à plus de solidarité, à plus de croissance, accompagnant la discipline et la surveillance des budgets nationaux. Nombreux sont ceux qui, en outre, demandent d'attribuer une tâche de développement aux eurobonds: financer les programmes européens d'infrastructures, de communication et de coopérations industrielles, ainsi que contribuer à la recherche, à l'éducation et à l'innovation. Bref, relancer la croissance et l'emploi. Un signe fort à l'adresse des Européens. Le couple franco-allemand a marqué son opposition, alors que la Fédération des exportateurs allemands les réclame en parallèle aux mesures d'austérité, qui auraient pour conséquence la diminution des exportations dans le marché unique. La renaissance de l'espoir et de la confiance dépend en grande partie d'un programme cohérent inscrit dans une vision globale, une sorte de «New Deal européen». Il ne faudrait pas décevoir l'attente des Européens.

.....  
Professeur émérite à l'Université de Genève et à l'Institut européen, conseiller spécial de José Manuel Barroso. L'auteur s'exprime à titre personnel  
.....